

## APPEL A PROJETS 2023-2027

### Aide aux actions de diffusion d'informations et de démonstration

Fiche Intervention correspondante	78.01 - Accès à la formation, au conseil ; actions de diffusion et échanges de connaissances et d'informations
Indicateurs de résultats	R.1 - Améliorer les performances à travers les connaissances et l'innovation : Nombre de personnes bénéficiant d'une aide en matière de conseil, de formation et d'échange de connaissances ou participant à des groupes opérationnels du PEI ou à d'autres groupes/actions de coopération.

#### Description du dispositif

Ce dispositif a pour objectif de renforcer la diffusion de connaissances techniques à destination des agriculteurs, exploitants forestiers, entreprises des secteurs agricoles, agroalimentaires et forestiers, ainsi qu'à destination des conseillers techniques intervenant auprès de ces publics cibles.

L'enjeu est de massifier le déploiement d'innovations et de nouvelles pratiques pour une agriculture et une foresterie plus durable et résiliente.

L'appropriation de ces innovations et pratiques, ainsi que la montée en compétence des publics cibles et conseillers qui les accompagnent, sont des objectifs centraux du dispositif. Ce dernier permet ainsi

d'intensifier les passerelles entre recherche, expérimentation et terrain et de disposer d'outils opérationnels rendant possible la massification des changements de systèmes et de pratiques.

Plus précisément, les actions accompagnées via ce dispositif contribuent aux objectifs globaux et transversaux identifiés lors du travail préalable de diagnostic mené dans le cadre de la rédaction du Plan Stratégique National (PSN), réalisé en concertation avec les acteurs du territoire :

- Renforcer la résilience des systèmes face aux changements climatiques, géopolitiques, sanitaires etc., et renforcer l'autonomie de la région, sur le plan alimentaire, d'approvisionnement en intrants, et de dépendance aux marchés ;
- Accélérer la transition agroécologique et l'évolution des pratiques agricoles, afin d'accroître la résilience des systèmes, mais aussi de diminuer leur impact sur l'environnement (protection des sols, écosystèmes et ressources en eau, atténuation du changement climatique, etc.) ;
- Développer des modèles économiques viables permettant une juste répartition de la valeur de l'amont à l'aval et garantissant aux agriculteurs des revenus suffisants, de bonnes conditions de travail et de qualité de la vie ;
- Répondre aux attentes sociétales à tous les niveaux de la chaîne alimentaire (production, transformation, commercialisation).

Ce dispositif contribue ainsi à l'Objectif Spécifique -T du PSN « Modernisation du secteur en stimulant et en partageant les connaissances, l'innovation et la numérisation dans l'agriculture et dans les zones rurales, et en encourageant leur utilisation ».

Il s'adresse aux structures qui assurent le transfert des connaissances et réalisent des actions d'information ou de démonstration auprès des acteurs agricoles ou forestiers prévues sur 12 mois.

Il soutient des actions **collectives et accessibles au plus grand nombre**. Elles sont de 2 types :

1. Des **actions d'information** concernant l'agriculture, la sylviculture et l'aval des filières afin de permettre au public cible de s'approprier des connaissances utiles pour l'exercice de leur métier, en particulier les résultats des travaux de recherche, de références et d'innovations ;
2. Des **activités de démonstration** dans le but d'expliquer une technologie, un outil numérique, l'utilisation de machines nouvelles ou améliorées ou une technique spécifique de production, et ainsi de faciliter leur appropriation par le public cible. L'activité peut se dérouler dans une exploitation, en forêt ou d'autres lieux tels que les centres de recherche, les stations d'expérimentation, les parcelles pilotes, les bâtiments d'exposition etc.

Afin d'apporter un soutien adapté à la diversité des structures et des projets, la Région Occitanie propose d'autres outils d'accompagnement des projets de diffusion des connaissances via les fonds européens (FEADER et FEDER) :

- Le dispositif FEADER « Formation professionnelle continue des acteurs » est destiné à soutenir la formation professionnelle, c'est-à-dire un parcours pédagogique d'une durée supérieure à 10h permettant aux actifs (des secteurs agricole, forestier et du développement rural) d'atteindre un objectif professionnel ;
- Le dispositif « LEADER » qui accompagne des actions en lien avec le développement du territoire ;
- Le dispositif FEADER « Coopération territoriale » accompagne l'économie des territoires et la transition de l'agriculture grâce au déploiement d'un programme d'actions opérationnel porté notamment par les coopératives ;
- Les dispositifs FEDER qui accompagnent les projets à vocation environnementale ;
- Le dispositif FEADER « PEI » portant sur des projets d'innovation collaborative. Le dispositif Diffusion des Connaissances peut être mobilisé à la suite d'un projet GO PEI pour une diffusion plus large des résultats mais il ne peut pas être mobilisé simultanément à l'accompagnement des GO PEI.

La Région propose également des outils d'accompagnement via ses propres dispositifs :

- Le dispositif d'accompagnement des actions d'expérimentation proposés par la Région Occitanie. Le dispositif Diffusion des Connaissances peut être mobilisé à la suite d'un de ces projets pour une diffusion large des résultats. Il ne peut pas être mobilisé en simultanée.

Il existe également d'autres outils d'accompagnement complémentaires avec ceux de la Région, notamment :

- Les collectifs d'agriculteurs trouveront un outil de financement de l'animation et de l'émergence avec les GIEE. La capitalisation des résultats de ces collectifs, lorsqu'elle sera multi-collectifs pourra être soutenue par le dispositif Diffusion.

## **Lignes de partage**

---

L'animation et la diffusion auprès de structures pastorales collectives sera financée uniquement via le dispositif FEADER « Conseil et diffusion pour le pastoralisme collectif ».

L'animation et la diffusion réalisée par les opérateurs des PAEC pour la mise en œuvre des MAEC 70.06 à 70.14 sera financée uniquement via le dispositif mis en œuvre par le Ministère de l'Agriculture.

## **Bénéficiaires éligibles / Bénéficiaires non éligibles**

---

Sont éligibles les personnes morales, publiques ou privées, actives dans le transfert des connaissances, dans les secteurs agricole et/ou agro-alimentaire et/ou forestier.

Le porteur de projet peut agir en tant que chef de file d'un groupe de partenaires liés par une convention de partenariat. L'ensemble du partenariat consacre des moyens financiers et humains significatifs à la réalisation du projet.

L'aide sera attribuée au chef de file du projet qui porte la demande de financement pour l'ensemble des partenaires. Celui-ci est responsable du suivi administratif et financier du projet et du reversement de la subvention aux partenaires en fonction des coûts justifiés et supportés par chacun sur la base de la convention établie avec l'Autorité de Gestion. Si le partenariat n'est pas formalisé par une convention, les partenaires seront alors considérés comme des sous-traitants ou prestataires de service.

Bénéficiaires inéligibles (liste exhaustive) :

- Les entreprises individuelles agricoles et les sociétés agricoles de forme civile (SCEA, GAEC, GFA, EARL et SEP) ;
- Les CUMA ;
- Les collectivités et EPCI ;
- Les Parcs Nationaux.

## **Eligibilité géographique**

---

Le siège social (ou l'établissement actif concerné) du porteur de projet doit être situé en Occitanie. Dans le cas d'un projet partenarial, cette condition s'applique au chef de file.

Les actions « physiques » (démonstration, journée technique, salon, réunion en bout de champs...) devront être localisées en Occitanie.

## Conditions d'éligibilité du projet

---

### Enjeux et objectif des actions

Le porteur de projet doit obligatoirement joindre à son dossier un descriptif des actions envisagées et en quoi celles-ci permettent de répondre à un enjeu qu'il identifie sur des filières et/ou territoires d'Occitanie.

### Types d'actions

Sont éligibles les actions d'information collective ou activités de démonstration suivantes :

- Réunions/ présentations, y compris en distanciel (webinaires par exemple) ;
- Expositions ;
- Informations diffusées sous format papier (plaquettes, documents techniques, articles dans des journaux spécialisés etc.) ;
- Informations diffusées sous format numérique (page Internet, lettre de diffusion, mailing, réseaux sociaux, outils numériques pour l'exploitation ou pour l'agriculteur) ;
- Visites ;
- Réunions bout de champ, d'étable ou de parcelle ;
- Séances de travaux pratiques.

A la condition d'être parties intégrantes d'une action d'information telle que définie ci-dessus, l'acquisition des informations à diffuser et la mise à jour de données/références sont éligibles. Elles comprennent :

- Les études et synthèses bibliographiques ;
- Le travail d'enquêtes auprès des agriculteurs ;
- La réalisation de relevés techniques si et seulement s'ils portent sur des lieux de production agricole, forestière ou agro-alimentaire.

Les dépenses liées à l'acquisition devront être séparées des dépenses liées à la diffusion dans la présentation du projet. Elles devront représenter moins de 30% du montant total des dépenses présentées, sans quoi l'ensemble du projet sera éligible. Cette condition sera également vérifiée à la demande de solde.

### Public cible des actions

Le projet (soit l'ensemble des actions) a pour objectif de cibler les professionnels actifs dans les secteurs agricole, agroalimentaire, forestier, ou de la transformation du bois (y compris les conseillers auprès des exploitations et entreprises des secteurs agricoles, agroalimentaires, forêt/bois, que ce conseil soit privé ou public).

Les moyens mis en œuvre pour mobiliser le public cible devront être détaillés dans la trame de description des actions. Cette condition sera vérifiée à la demande d'aide via la trame et à la demande de paiement sur la base de justificatifs fournis par le porteur de projet (notamment invitations et destinataires).

### Aptitudes en termes de qualification et de formation régulière

Les porteurs de projet devront justifier de leur capacité à mobiliser du personnel compétent dans les domaines de connaissances concernés, qu'il s'agisse de personnel interne ou externe à la structure. Dans cet objectif, le porteur de projet devra joindre à son dossier les CV et plans de formation des personnes en charge des actions.

### Récurrence

Deux dossiers, au maximum, peuvent être déposés par porteur de projet lors de chaque appel à projet.

## Dépenses éligibles/ Dépenses inéligibles

---

Pour être éligibles, les dépenses doivent être directement et exclusivement liées à une action éligible.

- Dépenses sur devis : par exemple les frais de location de salle et de matériel directement liés à l'opération, conception et reproduction des livrables, licence d'exploitation, frais de prestations d'intervenants extérieurs, prestations informatiques, frais de traiteurs pour les actions se déroulant sur une journée entière ( $\geq 7h$ ). La TVA est éligible à condition qu'elle soit réellement et définitivement supportée par le bénéficiaire et en lien avec l'opération. La TVA déductible, compensée ou récupérable n'est donc pas éligible.
- Dépenses de rémunération (sur coût unitaire) : coûts salariaux (salaire brut chargé) sur la base d'une option de coûts simplifiés (coût horaire unique) directement liés à la mise en œuvre du projet de coopération.

Pour les dossiers déposés au titre de l'AAP 2024, la valeur des coûts horaires unitaires (valable pour toute la vie du projet) est de :

- Le coût horaire standard pour les dépenses de rémunération est de : 30,70 €
- Le coût horaire pour un stagiaire / apprenti est de 4,30 €

Afin de prendre en compte l'évolution des salaires, ce taux horaire sera actualisé chaque année grâce à l'indice du coût du travail (ICT) – salaires et charges établi par l'INSEE.

- Dépenses sur taux forfaitaire :
  - Frais de déplacement rattachés à l'opération, calculés forfaitairement sur la base de 5 % des frais de personnel directs éligibles retenus
  - Charges de structures liées au projet, calculés forfaitairement sur la base de 15 % des frais de personnel directs éligibles retenus.

Ne sont pas éligibles :

- Les dépenses liées à l'acquisition de références sur les parcelles /étables destinées en premier lieu à l'expérimentation (stations d'expérimentation, etc.) ;
- Les supports (quelle que soit leur forme) sans contenu ou dont l'élaboration du contenu ne serait pas comprise dans ce dossier ;
- Les frais liés à la constitution du partenariat en amont du projet et au montage du dossier de demande de financement ;
- Les investissements matériels, même si le matériel concerné est dédié à l'action de démonstration ;
- La valorisation d'actions de bénévolat ou les contributions en nature ;
- L'indemnisation du temps passé, des manques à gagner et des surcoûts supportés par les destinataires finaux des actions ou leurs employeurs ;
- Les frais de repas (hors traiteurs pour les actions se déroulant sur une durée  $\geq 7h$ ), d'hébergement et de déplacement des destinataires finaux des actions ;
- Les dépenses liées à une action de diffusion ayant trait à un produit ou service vendu par le bénéficiaire (selon code APE et rapport d'activité).

## Conditions de soutien (montants et taux d'aide, planchers, plafonds, etc.)

---

**Taux d'aide publique :** 90 % de l'assiette éligible

Le taux de cofinancement du FEADER est fixé à 60 %. La participation du FEADER est calculée par rapport au montant des dépenses publiques admissibles. L'intervention prend la forme d'une subvention.

Pour les projets qui sont soumis à un régime d'aides d'Etat (actions d'information ou de démonstration à destination de la filière forêt) ou du règlement "de minimis" entreprise (actions d'information ou de démonstration sur des thématiques hors agriculture au sens de l'annexe 1 du TFUE et hors forêt) :

- Le taux d'aide publique applicable est celui fixé ci-dessus. S'agissant du "de minimis" entreprise, l'assiette éligible pourra être plafonnée au regard des montants de minimis déjà perçus par le bénéficiaire ;
- Des conditions d'éligibilité et/ou engagement complémentaires peuvent être exigés.

**Plancher de dépenses éligibles à la demande d'aide :** 10 000 € HT ou TTC. (La TVA est éligible à condition qu'elle soit réellement et définitivement supportée par le bénéficiaire et en lien avec l'opération. La TVA déductible, compensée ou récupérable n'est donc pas éligible.)

### Sélection des projets / principes de priorisation des dossiers

Numéro du critère	Critère de sélection	Modalités du critère	Pondération
1	Qualité du projet pour l'accélération de la transformation  <i>Critères cumulables Max 35 points</i>	Les connaissances transférées sont issues de la recherche ou d'expérimentation par des collectifs (GO PEI, GIEE, groupes 30000, groupes Dephy...)	15
2		Les conseillers/prescripteurs sont explicitement visés par le projet	5
3		Le plan de diffusion des connaissances prévoit la gratuité pour le public cible	5
4		L'évaluation des actions par le public cible est prévue	5
5		Le porteur de projet a détaillé une démarche de suivi de l'appropriation des connaissances diffusées par le public ciblé	5
6	Orientations du projet par rapport aux priorités régionales  <i>Critères non cumulables Max 15 points</i>	Le projet favorise l'agriculture biologique	15
7		Le projet favorise un autre un autre Signe Officiel de la Qualité et de l'Origine : AOC/AOP, IGP, STG ou Label Rouge	10
8		Le projet favorise une filière valorisante (certification environnementale ou forestière)	10
9	Thématiques couvertes par le projet (thème présent dans au moins une des formations)	L'économie d'eau agricole	10
10		L'adaptation au changement climatique par le choix des variétés/espèces et/ou l'ajustement des pratiques à l'échelle de l'exploitation	10
11		La réduction de l'usage des produits phytosanitaires/pharmaceutiques	10

12	<i>Critères cumulables</i> Max 90 points	L'accroissement du développement de la production de légumineuses à graines et/ou de légumineuses fourragères (production de protéines végétales)	10
13		L'amélioration de l'efficacité économique des exploitations (notamment par l'adjonction d'activités complémentaires de produits ou services à plus forte valeur ajoutée)	10
14		L'amélioration des conditions de travail (notamment organisation, gestion RH, sécurité) et de la qualité de vie des exploitants	10
15		La réduction des déchets plastiques, des consommations énergétiques ou des émissions polluantes	10
16		La gestion durable de la forêt	10
17		La préservation des paysages et de la biodiversité	10
18	Moyens mobilisés	Le projet prévoit l'utilisation des outils numériques par les publics cibles	10
19	<i>Critères cumulables</i> Max 15 points	Le projet prévoit la mobilisation d'une exploitation d'un lycée agricole d'Occitanie	5

Note minimale : 30 points

Note maximale : 155 points

En cas d'ex aequo, si l'enveloppe disponible ne permet pas de retenir les projets ayant obtenu la même note, seront sélectionnés les projets qui ont obtenus la meilleure note selon le critère « Orientations du projet par rapport aux priorités régionales ». Si la note pour ce critère est identique, seront étudiées les notes obtenues pour le critère 1.

Si l'utilisation de ces critères se révèle insuffisante, les dossiers seront alors départagés par la date de dépôt de la demande, voire la date de dépôt des documents aboutissant à la complétude du dossier s'ils ont été déposés le même jour (les dossiers déposés et, le cas échéant, complétés les premiers seront sélectionnés en priorité).

## **Paie ment**

---

Le versement de la subvention ne peut pas faire l'objet d'acompte. Une seule demande de paiement sera admise.

## **Modalités de l'appel à projet**

---

Les dossiers doivent être déposés en ligne sur la plateforme dédiée EuroPAC

Au moment du dépôt électronique, un récépissé automatique vous sera envoyé pour confirmer le dépôt (sans promesse d'aide).

Après vérification de la complétude du dossier, un accusé de réception de dossier précisant la date de début d'éligibilité des dépenses sans promesse d'aide est adressé au porteur de projet.

Cet appel à projets couvre les dépenses engagées :

- à partir de la date de prise en compte des dépenses éligibles indiquée sur le document « Période de dépôt et enveloppe » pour les dossiers non soumis à un régime d'aide d'Etat (actions d'information ou de démonstration sur des thématiques agricoles au sens de l'annexe 1 du TFUE) ou soumis au règlement de minimis (actions d'information ou de démonstration sur des thématiques hors agriculture au sens de l'annexe 1 du TFUE et hors forêt) ;
- à partir de la date de dépôt du dossier de demande (les devis et/ou bons de commande signés avant le dépôt de la demande ne sont pas éligibles) pour les dossiers soumis à un régime d'aide d'Etat (actions d'information ou de démonstration à destination de la filière forêt).

La date limite d'achèvement physique de l'opération est fixée au 15 mars de l'année suivant la clôture de l'appel à projets correspondant. Cette date est différente de la date de fin d'exécution qui correspond à la date limite de paiement des factures. Elle est fixée au 15 juin de l'année suivant la clôture de l'appel à projets correspondant. La date limite de dépôt de la dernière demande de paiement est fixée au 15 septembre de l'année suivant la clôture de l'appel à projets correspondant.

Ces dates limites seront reprises dans la décision juridique.

Les dossiers complets (complet = toutes les pièces administratives présentes dans le dossier, y compris les autorisations administratives et réglementaires : permis de construire, etc.) seront instruits et notés en fonction des critères présentés dans la grille de sélection, puis classés par ordre décroissant de note et présentés par le service instructeur au comité de sélection des dossiers (Comité Régional de Programmation Inter fonds).

Les dossiers qui demeurent incomplets à l'issue du délai fixé par le service instructeur sont rejetés.

Les dossiers ayant obtenu un score supérieur ou égal à la note minimum sont aidés dans la limite de l'enveloppe FEADER et des cofinanceurs affectée à la période. Le cas échéant, du financement en top up (financement national sans contrepartie FEADER) pourra s'opérer.

Les dossiers qui obtiendraient une note identique seront départagés en fonction de la note obtenue pour un ou plusieurs critères prioritaires (voir le paragraphe « sélection » ci-dessus).

Les dossiers ayant obtenu un score inférieur à la note minimum sont rejetés. Le porteur de projet peut choisir de déposer un nouveau projet sur un autre appel à projets, le cas échéant, induisant alors une nouvelle date d'éligibilité des dépenses.



### **Gratuité d'accès aux connaissances**

La gratuité s'applique uniquement à la diffusion de la connaissance. Les éléments destinés au confort des publics cibles comme les frais de restauration ou d'accueil ne sont pas concernés.

### **Innovation et nouvelle pratique**

L'innovation envisagée dans la mise en œuvre du projet doit être une réponse originale apportée à une question ou à une problématique. C'est une idée qui présente un potentiel d'applications opérationnelles mais qui doit être testée et éprouvée avant de devenir une solution. Il peut s'agir d'une proposition totalement inédite ; ce peut être également l'adaptation aux conditions locales d'une solution existante dans un autre contexte géographique ou environnemental. L'innovation peut consister à mettre au point de nouveaux produits, de nouveaux processus de production, de nouvelles méthodes, de nouvelles pratiques ; elle peut être technologique, non-technologique, organisationnelle ou sociale. Elle peut aussi être fondée sur l'adaptation de pratiques, méthodes ou processus connus dans un contexte géographique ou environnemental nouveau.

### **Filière valorisante**

Sont considérées comme filière valorisante, toutes les filières structurées autour d'une certification ou d'un label : par exemple HVE (Haute Valeur Environnementale), PEFC (Gardien de l'équilibre forestier), FSC (Forest Stewardship Control), ZRP (Zéro Résidu de Pesticides), ACS (Agriculture de Conservation des Sols), etc...

### **Exploitation de lycée agricole d'Occitanie**

Il s'agit des 25 exploitations agricoles présentes dans les établissements publics d'enseignement agricole. La liste de ces exploitations est disponible sur le site <https://www.laregion.fr/Produire-Transformer>

### **Outils numériques**

Il s'agit des outils pour accompagner la transformation digitale des structures, des matériels informatiques embarqués sur les agroéquipements, des outils d'analyse de données agronomiques et environnementales, des outils d'acquisition de données en agriculture (capteurs, objets connectés), des outils d'appui et de conseil (aide à la décision etc...), des outils simples de calculs et de conversion, des outils de géolocalisation, des outils d'imagerie, des logiciels de gestion d'exploitation, des outils collaboratifs, des outils robotiques, des bibliothèques de données etc...

### **Evaluation**

Démarche mobilisée pour mesurer à l'aide de critères objectifs les acquis du public cible en cours et/ou à la fin de l'action.